

**RAPPORT N°2023/6-02
Au Conseil de la Communauté
en séance du jeudi 07 décembre 2023**

OBJET

AUTORISATION D'ANTICIPATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2024 – EAU POTABLE

L'article L1612-1 modifié par la Loi n°2012-1510 du 29 décembre 2012 précise les modalités d'anticipation des dépenses d'investissement.

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits votés en 2023 s'élèvent à la somme de 18 031 015.74 €. Le quart de ce montant représente une somme de 4 507 753.94 €.

Il vous est donc proposé d'affecter les montants suivants aux différents chapitres de la façon suivante :

Chapitre 20 :	200 000,00 €
Chapitre 21 :	300 000,00 €
Chapitre 23 :	4 007 753.94 €

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, seront inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DELIBERATION N°2023/6-02
du Conseil de la Communauté
en séance du 07 décembre 2023**

OBJET

**AUTORISATION D'ANTICIPATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2024 – EAU
POTABLE -**

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Sur l'avis de la Commission ;

Sur le RAPPORT n° 2023/6-02 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1

Le Conseil Communautaire autorise le Président à procéder, par anticipation, aux dépenses apparaissant ci-dessous :

Chapitre 20 :	200 000,00 €
Chapitre 21 :	300 000,00 €
Chapitre 23 :	4 007 753.94 €

Nombre de votants : 42 (dont 5 procurations)
Suffrages exprimés : 42
Vote pour : 42
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

8 DEC 2023

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20231207-CC2023-6-02-DE Date de télétransmission : 18/12/2023 Date de réception préfecture : 18/12/2023
--



SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2023/FIN/6-02

Autorisation d'anticipation des dépenses d'investissement du budget primitif 2024 – Eau potable

COMMISSION ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.

COMMISSION ADMINISTRATION ET FINANCES

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.